



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

13 juin 2017

QUÉBEC/CANADA

BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Directeur parlementaire du Budget, « [Suivre chaque dollar – Sur la piste des mesures de dépenses et de fiscalité du Budget de 2016](#) », 30 mai 2017, 45 p.

Plus de la moitié des mesures de dépenses du Budget 2016 ont reçu un financement différent de ce qui avait été annoncé

Afin d'aider les parlementaires à demander des comptes au gouvernement sur l'exécution de son plan financier, le DPB a décidé de faire le suivi de toutes les mesures de dépenses et de fiscalité, depuis leur annonce dans le Budget jusqu'à leur approbation, au Parlement, par les projets de loi de crédits ou d'exécution du budget.

Le DPB a constaté qu'il n'existe pas d'alignement clair entre les annonces budgétaires et leur mise en œuvre. En effet, les différences de présentation, de terminologie et méthodologie comptable rendent difficile la confrontation des mesures de dépenses du Budget avec les postes des Budgets supplémentaires des dépenses. Il est en outre impossible de suivre les dépenses de la plupart des mesures budgétaires au-delà de la première année,

ou de connaître les montants réellement dépensés pour des mesures précises.

Par conséquent, il est très difficile aux parlementaires de suivre chaque dollar et de demander des comptes au gouvernement sur la mise en œuvre de son plan financier, tel qu'il est présenté dans le budget.

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

D. Macdonald, « [Preferential treatment: The history and cost of tax exemptions, credits, and loopholes in Canada](#) », Mai 2017, 42 p.

Les traitements fiscaux préférentiels représentent une dépense fiscale élevée et avantagent indûment les mieux nantis

The question of who benefits from tax loopholes has gained increased prominence since the 2015 federal election, with a committee struck to examine preferential tax treatment and the closure of several smaller “boutique” tax cuts in recent federal budgets.

This paper dives into the history of tax expenditures — tax loopholes, tax credits, or other preferential tax treatment — from 1992 until 2018

(projected tax expenditures). It provides a comprehensive analysis of federal personal, corporate, and GST tax expenditures.

Tax expenditures due to preferential tax treatment will cost Ottawa \$202.5 billion in 2018, up from \$120.9 billion in 1992 (in 2017 dollars), yet these tax expenditures go unreported in budget documents.

The findings from this report provide the federal government with a range of preferential tax treatments that, if eliminated, could save billions in federal dollars lost to tax cuts, tax credits, and tax loopholes. This preferential treatment not only costs federal coffers tens of billions of dollars in lost annual revenue, but also disproportionately benefits the well-off.

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO)

E. Lachapelle, J. Papy, P.-O. Pineau et H. Trudeau, « [Enquête sur les entreprises touchées par le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec \(SPEDE\)](#) », Mai 2017, 58 p.

Les entreprises assujetties au SPEDE semblent avoir une motivation plus grande à minimiser leurs coûts et à rechercher des gains d'efficacité dans leurs efforts de réduction d'émission de gaz à effet de serre

Les entreprises touchées par le marché du carbone québécois sont-elles favorables à celui-ci ? Quelles sont leurs préoccupations ? Quelles préférences ont-elles quant à l'utilisation des revenus du Fonds vert ? Voilà le type de questions auxquelles répond une enquête dont les résultats sont publiés aujourd'hui dans un rapport Bourgogne CIRANO-IEDDEC, Enquête sur les entreprises touchées par le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec, rédigé par Erick Lachapelle, Jacques Papy, Pierre-Olivier Pineau et Hélène Trudeau. Comprendre ce portrait est d'autant plus important aujourd'hui que la Californie a proposé une refonte majeure pour son marché, après 2020, qui

pourrait venir ébranler le marché québécois et compliquer l'atteinte des cibles de réductions de gaz à effet de serre (GES) du Québec.

COMMISSION DE L'ÉCOFISCALITÉ DU CANADA

Commission de l'écofiscalité du Canada, « [Soutenir la tarification du carbone : comment identifier les politiques qui complémentent véritablement un prix carbone à l'échelle de l'ensemble de l'économie](#) », Juin 2017, 88 p.

Les gouvernements devraient axer leur politique climatique sur la tarification du carbone

Les politiques climatiques complémentaires réduisent les émissions à faible coût là où un prix carbone est inefficace. La tarification du carbone est le moyen le plus simple et le plus efficace pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES); elle devrait donc jouer un rôle prépondérant dans la réduction de nos émissions. Cependant, elle ne peut pas tout faire à elle seule. Certaines émissions sont difficiles à mesurer et à tarifier, et certaines lacunes de marché peuvent entraver l'efficacité du prix carbone. D'autres politiques climatiques seront donc vraisemblablement nécessaires. Mais ces politiques devraient compléter – et non affaiblir – la tarification. Ce rapport présente un cadre pour identifier les politiques véritablement complémentaires et pouvant soutenir la tarification du carbone. Il énonce des considérations clés qui devraient guider la conception et l'évaluation aussi bien des politiques climatiques isolées que des ensembles de politiques. Trois types de politiques supplémentaires non tarifaires ayant leur raison d'être propre sont exposées ici : les politiques qui combler des lacunes, celles qui renforcent un signal, et celles qui augmentent les avantages. Des études de cas illustrent le cadre d'analyse et soulignent le rôle clé de l'efficacité.

INSTITUT C.D. HOWE

A. Laurin et K. Milligan, « [Tax options for childcare that encourage work, flexibility,](#)

choice, fairness and quality », Mai 2017, 20 p.

Un crédit d'impôt remboursable pour frais de garde est une solution à envisager afin de réduire le fardeau fiscal des familles canadiennes et d'encourager le travail, la flexibilité et l'équité

A new approach to childcare tax breaks is needed in order to relieve the financial stress caused by the increasing costs of raising young children, finds a new report from the C.D. Howe Institute. In *Tax Options for Childcare that Encourage Work, Flexibility, Choice, Fairness and Quality*, authors Alexandre Laurin and Kevin Milligan recommend that moving towards a new refundable tax credit for childcare would generate the social benefits of increased labour-force participation, benefit lower-income parents, and allow for flexible and decentralized childcare choices.

Childcare expenses present a challenging issue in the budgets of many Canadian families with young children, and the tax system helps alleviate some of that burden. To help reduce the burden on Canadian families, Laurin and Milligan examine the cost side of the childcare equation, looking at the impact of changing the tax treatment of childcare expenses on maternal employment and on public finances.

“Looking at Quebec, we see that analysis of that province’s reduced-fee universal childcare program yields clear and consistent evidence on the effect of childcare subsidization on maternal work decisions: more women are working than would otherwise be the case,” states Milligan. “This extra employment, in turn, has an impact on public finances, as the additional household income generates more tax revenue for governments,” adds Laurin. This phenomenon raises the tantalizing possibility that some of the direct cost of a childcare subsidy might be recouped through higher tax revenues on the extra work that the subsidy induces.

Hence the report proposes switching from the current tax deduction to a generous federal refundable tax credit model – along the lines of Quebec’s existing tax credit – that would considerably lower the effective price of childcare for low- to middle-income families, with the net gains from the credit slowly vanishing at higher income levels.

“We find that the static cost of a refundable childcare credit – again, outside Quebec – would exceed \$1 billion. This cost, however, could be cut substantially by the large employment response of mothers: as many as 13 to 19 percent of mothers who currently do not work could be induced into the labour force, which would generate hundreds of millions of new tax revenue as well as reduce income tested government benefit payments to families.” The authors go on to suggest that, for the federal government, which would be instituting the childcare fiscal subsidy, induced tax revenues would reduce the cost of financing the program. For provincial governments, new tax revenues generated by extra maternal work would be a windfall that could be used to fund other priorities.

INSTITUT C.D. HOWE

J. Kronick, « *Spendthrifts and Savers: Are Canadians Acting Like they are “House Poor” or “House Rich”* », 6 juin 2017, 24 p.

Sur le plan fiscal, les gouvernements devraient mettre l’accent sur des politiques liées à l’augmentation de l’offre puisque les politiques liées à la demande obtiennent rarement les succès escomptés

Are Canadians acting like they are “house poor” and scrimping on spending in other parts of their lives because of what they pay for homes? What is interesting about this question is the fact that Canadian monthly mortgage bills, measured by the mortgage debt-service ratio, are approximately the same in size as they have been historically.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Vérificateur général du Québec, « *Suivi d’un audit de performance : Non-production de déclarations à Revenu Québec* », 31 mai 2017, 44 p.

Pour l’année d’imposition 2015, environ 238 000 particuliers en situation de non-production qui ont été repérés ne feront

pas l'objet d'un suivi, car les dossiers ont été jugés non rentables

Le chapitre 5 présente les résultats de nos travaux de suivi portant sur le traitement de la non-production de déclarations. Ces travaux visaient à apprécier les mesures que Revenu Québec a mises en œuvre afin de corriger les lacunes relevées lors de l'audit initial. Ils ont porté sur les huit recommandations que nous avons formulées en juin 2013 et sur les six recommandations que la Commission de l'administration publique (CAP) avait adressées à Revenu Québec en décembre 2014.

Près de quatre ans après le dépôt du rapport initial, seulement deux des huit recommandations que nous avons formulées ont été appliquées. Des travaux supplémentaires sont nécessaires, notamment en ce qui concerne les principes qui sous-tendent le repérage des non-déclarants et la sélection des dossiers qui feront l'objet d'un suivi ainsi que l'utilisation des avis de cotisation sur base d'indices pour les sociétés.

Quant aux six recommandations formulées par la CAP, cinq d'entre elles ont été appliquées. Nous avons jugé que la recommandation de la CAP portant sur l'harmonisation des pratiques entre les directions n'était pas appliquée puisqu'il reste encore beaucoup à faire pour que les lacunes soulevées soient entièrement corrigées.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES (CBPP)

D. Rosenbaum, S. Dean, E. Bolen et al., « [Administration's 2018 Budget Would Severely Weaken and Cut the Supplemental Nutrition Assistance Program](#) », 31 mai 2017, 19 p.

Le très efficace programme SNAP, qui aidait les familles dans le besoin en leur offrant de la nourriture, sera grandement affecté par le budget Trump

President Trump's 2018 budget proposal calls for more than \$193 billion in cuts to the Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) over the next ten years — a more than 25 percent

cut. The bulk of the cuts (about \$116 billion) would come from abandoning the federal commitment to provide food assistance to low-income Americans through a national program. Instead, in a massive cost-shift, the budget would force states to pay 25 percent of the cost of SNAP benefits while allowing states to cut benefits — flexibility many would likely need to take to ease this new financial mandate. This proposal would severely undercut one of the nation's most effective anti-poverty programs and risk resurrecting serious problems that our country has largely solved — severe hunger and malnutrition. Additional deep cuts would terminate assistance to millions and cut benefits to millions more, targeting the unemployed, low-income working families with children, and the elderly and disabled. Among these proposals, the budget would impose an abrupt benefit cliff, further curtail time-limit waivers for unemployed adults, and eliminate the small minimum benefit available mostly to seniors and people with disabilities.

URBAN INSTITUTE

K. Rueben et S. Gault, « [State and Local Fiscal Effects of Immigration](#) », Juin 2017, 19 p.

Les enfants d'immigrants font partie des plus grands contributeurs à la fiscalité une fois qu'ils atteignent l'âge adulte

In the aftermath of the 2016 presidential election, immigrants and immigration are at the forefront of the national conversation. Although much of the discussion has focused on national security and who should be able to live in the United States, a key aspect of the issue is what immigrants contribute to or cost this country. The National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine (NAS) commissioned a panel of experts to examine this issue and released *The Economic and Fiscal Consequences of Immigration* (NAS 2016) summarizing what we know about this multifaceted topic.

The study found many important benefits of immigration in the United States, including positive effects on economic growth, innovation, and entrepreneurship, with few to no negative effects on the overall wages or employment of native-born workers in the longer term. As immigration's role in

American society continues to evolve, several recent significant changes in immigration patterns are worth noting. Growth in the undocumented population has stopped, and immigrant education has risen. Moreover, as US labor force growth has slowed with the aging of the native population, immigrants and their children will account for the vast majority of new entrants into the labor force going forward. The study also found that immigrants are moving to a larger number of places, with the largest growth in the share of recent immigrants going to new destinations including Georgia, North Carolina, Michigan, Minnesota, and other states in the South and Midwest.

TAX POLICY CENTER

E. Maag, H. Peters, A. Hannagan et al. « [Income Volatility : New Research Results with Implications for Income Tax Filing and Liabilities](#) », 25 mai 2017, 56 p.

Une grande partie des ménages ont, pendant au moins un mois de l'année, un revenu qui s'écarte de 25 % ou plus de leur revenu mensuel moyen

Income volatility may complicate tax filing and predicting eligibility for critical tax benefits, such as the earned income tax credit. Half of all working-age adults and 64 percent of low-income, working-age adults have household income that for at least one month of the year will spike above or dip below 25 percent of their average monthly income. Nearly 40 percent of low-income, working-age adults have household income that spikes or dips in at least six months of the year. Adults living in households with self-employment income or adults moving in and out of households experience these spikes or dips more frequently than adults in other households.



INTERNATIONAL

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (IFS)

D. Degl'Innocenti et M. Rablen, « [Tax avoidance and optimal income tax enforcement](#) », Juin 2017, 33 p.

Quels sont les contribuables pour lesquels il en coûte plus cher de faire respecter les lois fiscales?

We examine the optimal auditing problem of a tax authority when taxpayers can choose both to evade and avoid. For a convex penalty function the incentive-compatibility constraints may bind for the richest taxpayer and at a positive level of both evasion and avoidance. The audit function is non-increasing in reported income, and is higher for progressive tax functions than for regressive tax functions. Higher marginal tax rates increase the incentives for non-compliance, overturning the well-known Yitzhaki paradox.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

I. Joumard, A. Thomas et H. Morgavi, « [Making income and property taxes more growth-friendly and redistributive in India](#) », 8 juin 2017, 38 p.

L'Inde doit générer plus de revenus fiscaux pour financer ses services publics qui manquent de financement

Les réformes fiscales sont essentielles pour renforcer la croissance inclusive. Le remplacement de nombreuses taxes à la consommation par une taxe sur la valeur ajoutée (Goods and Services Tax) va promouvoir la compétitivité, l'investissement, la création d'emplois et le respect des règles fiscales. En revanche, il ne devrait pas se traduire par une augmentation des recettes fiscales. Une réforme des impôts sur le revenu et sur la propriété pourrait : i) accroître les recettes fiscales et ainsi financer les besoins en infrastructures physiques et sociales tout en maintenant le niveau de la dette publique sous contrôle ; ii) réduire les inégalités en augmentant l'effet redistributif de l'impôt ; iii) engendrer des gains de productivité en réduisant les distorsions dans l'allocation des ressources inhérentes aux impôts pesant sur les entreprises ; iv) promouvoir la création d'emplois en éliminant le biais à l'encontre des activités intensives en main d'œuvre ; v) renforcer la confiance, et donc l'investissement, en rendant la législation fiscale et son application plus claires et prévisibles ; vi) améliorer la capacité des états et municipalités à offrir

des services publics et infrastructure de base. Ce document présente les principales caractéristiques du système fiscal indien, les justifications et possibilités de réforme.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « PISA 2015 Results (Volume IV) » 24 mai 2017, 270 p.

Plus de 20 % des étudiants canadiens de 15 ans se trouvent parmi les meilleurs au niveau de la littératie financière dans leur groupe d'âge

The OECD Programme for International Student Assessment (PISA) examines not just what students know in science, reading and mathematics, but what they can do with what they know. Results from PISA show educators and policy makers the quality and equity of learning outcomes achieved elsewhere, and allow them to learn from the policies and practices applied in other countries. PISA 2015 Results (Volume IV): Students' Financial Literacy, is one of five volumes that present the results of the PISA 2015 survey, the sixth round of the triennial assessment. It explores students' experience with and knowledge about money and provides an overall picture of 15-year-olds' ability to apply their accumulated knowledge and skills to real-life situations involving financial issues and decisions.

Over the past decades, developed and emerging countries and economies have become increasingly concerned about the level of financial literacy of their citizens, particularly among young people. This initially stemmed from concern about the potential impact of shrinking public and private welfare systems, shifting demographics, including the ageing of the population in many countries, and the increased sophistication and expansion of financial services. Many young people face financial decisions and are consumers of financial services in this evolving context. As a result, financial literacy is now globally recognised as an essential life skill.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

6

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.eg@USherbrooke.ca